

Economic Survey of Latin America 1956, par la Commission Économique pour l'Amérique Latine. Un vol., 8½ po x 11, broché, 183 pages. — Nations-Unies, Service des Relations Extérieures, New York, U.S.A., 1957 (\$2.50)

Camille Martin

Volume 34, Number 1, April–June 1958

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1001315ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1001315ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Martin, C. (1958). Review of [*Economic Survey of Latin America 1956*, par la Commission Économique pour l'Amérique Latine. Un vol., 8½ po x 11, broché, 183 pages. — Nations-Unies, Service des Relations Extérieures, New York, U.S.A., 1957 (\$2.50)]. *L'Actualité économique*, 34(1), 158–159.
<https://doi.org/10.7202/1001315ar>

du développement industriel? Si l'énergie hydro-électrique est capable d'asseoir une structure industrielle, en quoi cette structure se distinguera-t-elle de celle qu'on a édifiée sur le charbon? Si l'électricité peut être considérée comme un agent actif d'industrialisation, quel mécanisme met-elle en cause? Comment les caractères physiques de l'énergie hydro-électrique (sa «transportabilité», l'impossibilité de l'entreposer, ses avantages et ses désavantages technologiques sur les autres formes d'énergie) ont-ils affecté l'industrie? Comment les promoteurs ont-ils traité le problème de l'ampleur des frais généraux? Quel usage ont-ils fait des tarifs? Quels genres d'industries ont-ils cherché à attirer? Autant de problèmes abordés dans le chapitre 8 qui analyse les relations entre l'énergie hydro-électrique et les développements manufacturiers dans le Québec.

L'économie moderne offre peu de sujets aussi importants que celui qui est traité ici. Aussi devrait-il, normalement, attirer davantage l'attention des économistes, d'autant plus qu'il débouche sur le vaste problème du développement des régions et des pays sous-développés, tels que, par exemple, l'Afrique et l'Amérique du Sud qui sont riches en ressources hydrauliques mais pauvres en charbon.

Camille Martin

Economic Survey of Latin America 1956, par la COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE. Un vol., 8½ po. × 11, broché, 183 pages. — NATIONS-UNIES, SERVICE DES RELATIONS EXTÉRIEURES, New York, U.S.A., 1957 (\$2.50).

Le rapport de l'année 1956 du service du Conseil économique et social des Nations Unies qui a charge de l'Amérique Latine comporte, selon la formule établie, une étude de conjoncture générale et des études de sujets revêtant un intérêt particulier, tant à cause des circonstances que des situations régionales.

L'étude de conjoncture fait voir en premier lieu la situation et les tendances économiques qui se sont manifestées en 1956 dans l'ensemble des pays de l'Amérique Latine et dans les principaux pays pris séparément, avec une attention spéciale aux problèmes d'exportation et à la balance des paiements; et en second lieu, la situation et les tendances dans les principaux secteurs de la production, soit dans l'agriculture, l'industrie, les mines et les ressources énergétiques.

L'année 1956 se solde par un ralentissement du rythme du progrès. Certains secteurs de l'économie ont encore manifesté au cours de 1956 la bonne tenue des meilleures périodes d'expansion, mais l'influence contraire de certains autres a contribué à ramener le résultat d'ensemble au niveau que l'on vient d'envisager. Cette dernière remarque en dit assez long sur les différences de comportement des diverses industries, des divers secteurs de l'économie et des divers pays.

La première des deux études spéciales qui ajoutent considérablement à l'intérêt du rapport, examine si les pays d'Amérique Latine en voie d'industrialisation depuis la dernière grande guerre sont en train de diminuer ou d'augmenter la vulnérabilité de leurs économies résultant de leur dépendance des marchés extérieurs. C'est une question très importante pour ces pays si largement tributaire de l'étranger, surtout pour les débouchés de leurs produits, et d'autant plus importante que l'industrialisation est le seul moyen d'améliorer leur situation vis-à-vis

l'étranger. Cependant il ne faut pas perdre de vue qu'un développement industriel mal équilibré peut provoquer un accroissement rapide des importations de produits essentiels, avec le résultat, en dernière analyse, que l'économie demeure tout autant et même davantage à la remorque de l'étranger. Le programme de développement industriel doit donc être marqué au coin de la prudence. Sans doute, pour libérer l'économie le plus possible des aléas du commerce extérieur, il faut que la production industrielle augmente proportionnellement plus vite que l'ensemble de la production, c'est-à-dire que l'industrie secondaire accroisse sa part du revenu global, mais encore faut-il que la production de l'industrie primaire progresse de façon à rendre possible l'amélioration à la fois de la consommation et des exportations, de sorte qu'il y ait possibilité d'accroître les importations de matières premières industrielles sans remettre l'économie à la merci des risques du commerce extérieur.

Non moins importante pour ces pays est l'étude de la productivité de la terre et de la main-d'œuvre agricole. Ce problème est d'ailleurs intimement lié à celui de l'industrialisation, car l'application des méthodes modernes de production et la généralisation de la mécanisation agricole libèrent une main-d'œuvre que l'industrie doit être prête à embaucher. Au cours des dix dernières années, la productivité de l'agriculture s'est améliorée dans ces pays mais pas à un rythme assez rapide. L'étude analyse les principaux facteurs qui ont contribué à maintenir le bas niveau de la productivité agricole en Amérique Latine et essaie de mesurer les progrès réalisés au cours de ces dix années dans l'ensemble et dans certains des principaux pays pris séparément.

Camille Martin

Contribution à l'étude des pôles de croissance brésiliens

— Une industrie motrice: La sidérurgie du Minas Gerais, par J.-R. BOUDEVILLE. (Cahiers de l'Institut de Science Économique Appliquée, Série F — Niveaux de développement et politique de croissance, no 10). Un fascicule de 71 pages. — INSTITUT DE SCIENCE ÉCONOMIQUE APPLIQUÉE, 35, boulevard des Capucines, Paris 2e, juin 1957. (1,000 frs fr.)

Le Brésil est un pays pour lequel la croissance économique est à la fois une nécessité, en raison du bas niveau de vie de sa population, et une vocation en raison de la rapidité de son accroissement naturel, de l'importance de ses gisements de minerai de fer, dépassés seulement par ceux de l'U.R.S.S., de la richesse de ses ressources en pétrole que tout porte à croire relativement aussi considérables et de l'importance de ses réserves d'énergie hydraulique.

Mais, ainsi que l'explique M. François Perroux: «La croissance n'apparaît pas partout à la fois, elle se manifeste en des points ou pôles de croissance avec des intensités variables; elle se répand par divers canaux et avec des intensités variables pour l'ensemble de l'économie.»

Au Brésil, l'État de Minas Gerais, dans sa situation stratégique à l'intersection des trois zones économiques qui divisent le pays et avec son industrie motrice de la sidérurgie, constitue ce pôle de croissance, cette clef de voûte sur laquelle repose la croissance du pays. Le Minas Gerais est pour l'économiste